

Louis GILL

Économiste, retraité de l'UQÀM

auteur de *Rembourser la dette publique : la pire des hypothèses*  
publié par la Chaire d'études socio-économiques de l'UQÀM, 2006

(10 novembre 2006)

# “Parlons propagande, en effet!”

Réplique à l'article « Parlons propagande » de Nathalie Elgrably  
de l'Institut économique de Montréal.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois  
Professeur retraité de l'UQAM  
auteur de *Rembourser la dette publique : la pire des hypothèses*  
publié par la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 2006

"*Parlons propagande, en effet !*" Réplique à l'article « Parlons propagande » de Nathalie Elgrably de l'Institut économique de Montréal publié dans *Le Journal de Montréal*, le 9 novembre 2006. Cette réplique, non publiée par *Le Journal de Montréal*, a été diffusée aux enseignants de cégep, membres de la FNEEQ. Le 10 novembre 2006.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.



Courriel : [gill.louis@uqam.ca](mailto:gill.louis@uqam.ca)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 20 décembre 2007 à Chicoutimi,  
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Louis Gill

**"Parlons propagande, en effet !"**

Réplique à l'article « Parlons propagande » de Nathalie Elgrably de l'Institut économique de Montréal publié dans *Le Journal de Montréal*, le 9 novembre 2006. Cette réplique, non publiée par *Le Journal de Montréal*, a été diffusée aux enseignants de cégep, membres de la FNEEQ.

Il y a des gens pour qui tout est prétexte à dénigrer le Québec, même ses réussites. Et si certains croient encore que le *Quebec bashing* est du ressort exclusif du « ROC », l'Institut économique de Montréal est là pour démontrer le contraire. On le constate une fois de plus dans l'article de Nathalie Elgrably intitulé « Parlons propagande » publié dans ces pages le 9 novembre dernier, où elle déverse son fiel sur le mouvement syndical.

S'il est vrai que la récente supériorité du Québec en matière de croissance du PIB réel au Canada ne saurait permettre de conclure à une tendance ferme à cet égard, le réflexe de toute personne normalement constituée est d'apprécier ce qu'il y a de positif dans cette amélioration certaine et de s'en réjouir. Nathalie Elgrably préfère, elle, multiplier les images d'un Québec « *en proie à des ratés flagrants* », qui serait irrémédiablement condamné à rester dans le fond de la cale. Et pour le faire, elle n'hésite pas à effectuer les glissements nécessaires pour dresser son portrait catastrophiste. Il en est ainsi de ses propos sur la dette publique, sujet délicat s'il en est un, compte tenu de sa complexité.

La dette totale du gouvernement du Québec a deux composantes : la dette directe, qui est une dette réelle constituée de titres émis sur le marché, et les engagements du gouvernement envers les régimes de

retraite des employés du secteur public, qui consistent en une simple écriture comptable. Le rapport de la dette directe au PIB était de 30 % le 31 mars 2006, nettement inférieur à celui de la France, par exemple, qui était de 50 %. Nathalie Elgrably écarte purement et simplement ce rapport de 30 % sans le comparer avec celui d'autres pays parce que, dit-elle, « *il est obligatoire d'ajouter à la dette du gouvernement celle des municipalités et la portion québécoise de la dette fédérale* ». On peut la suivre sur ce plan si on souhaite parler, non pas de la seule dette du gouvernement, mais de ce que l'OCDE utilise à des fins de comparaisons internationales, à savoir la dette de l'ensemble des administrations publiques. Mais alors, pour que les données soient comparables, il faut soustraire les engagements envers les régimes de retraite qui ne sont pas comptabilisés dans la plupart des autres pays. Sur le plan de la dette brute, la dette de l'ensemble des administrations publiques du Québec en pourcentage du PIB, à 73 % sans les régimes de retraite, se situe sous la moyenne de l'OCDE qui est de 78 %. Sur le plan de la dette nette (dette brute diminuée des actifs financiers), à 60 %, elle se situe au-dessus de la moyenne de l'OCDE qui est de 46 %.

Nathalie Elgrably, qui lance aux syndicats de l'enseignement des accusations de mensonges et de demi-vérités, parle, elle, d'un pourcentage de 90 %, en amalgamant dette nette et dette brute et sans dire qu'elle compare des chiffres qui incluent pour le Québec les engagements envers les régimes de retraite, avec ceux de la plupart des pays de l'OCDE qui les excluent.

Fin du texte